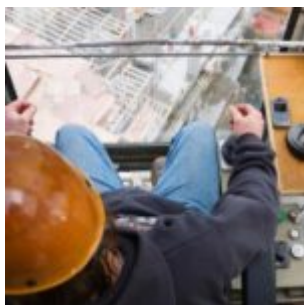


Dommmages causés sur un chantier par une société de location de matériel



© 2023 Les Echos Publishing

La responsabilité contractuelle d'une entreprise de construction ne peut pas être engagée pour des dommages causés par la société à laquelle elle a loué du matériel pour les besoins du chantier dans la mesure où il n'y a pas de relation de sous-traitance entre elles.

C'est ce que les juges ont affirmé dans l'affaire récente suivante. Une entreprise chargée de réaliser des travaux de gros œuvre avait, pour les besoins du chantier, loué une grue auprès d'une autre société. Lors de son évacuation du chantier, la grue avait percuté le mur d'un bâtiment et l'avait donc endommagé. Invoquant le principe selon lequel l'entrepreneur est responsable du fait des prestataires qu'il fait intervenir sur le chantier, le maître d'ouvrage avait alors agi en justice contre l'entreprise de gros œuvre pour obtenir la réparation de son préjudice.

Pas de relation de sous-traitance

Mais les juges ne lui ont pas donné gain de cause. Ils ont d'abord constaté que l'entreprise de gros œuvre avait conclu un contrat de location de la grue, incluant le transport, le montage et le démontage de celle-ci, et que le bâtiment avait été endommagé pendant la manœuvre d'évacuation de cette grue.

Ensuite, ils ont estimé, d'une part, que l'entreprise de gros œuvre, qui n'était pas intervenue lors de l'évacuation de la grue, n'avait commis aucune faute dans l'exécution des travaux, et d'autre part, qu'elle n'avait pas à répondre d'un dommage causé par le loueur de la grue puisqu'elle n'était pas dans une relation de sous-traitance avec lui. Sa responsabilité contractuelle ne pouvait donc pas être engagée.

Précision : dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, l'entrepreneur principal (on parle de « donneur d'ordre ») auquel le client (on parle de « maître d'ouvrage ») a fait appel pour réaliser des travaux est contractuellement responsable envers ce dernier des fautes commises par ses sous-traitants dans l'exécution des travaux qu'il leur a confiés.

[Cassation civile 3e, 13 avril 2023, n° 21-24985](#)

© 2023 Les Echos Publishing